

Une suggestion...

La 73ème session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies s'ouvre ce mardi 25 septembre à New-York. C'est l'occasion pour chaque représentation de chaque pays de la planète d'attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur les questions qui la préoccupent. Pour ce qui est de la Palestine, cette tâche incombe donc à **Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne qui prendra la parole le jeudi 27 septembre.**

Il devra répéter qu'après la série de sanctions prise par l'Administration Trump contre le peuple Palestinien, contraire aux résolutions des Nations unies et au droit international, cette Administration n'est plus qualifiée pour parrainer le processus de paix en panne à cause de l'absence d'un partenaire qui exerce sur le terrain, tous les jours, la politique du fait accompli. Une chose est certaine, son temps de parole ne suffira pas pour citer la liste des noms de tous ceux qui sont tombés depuis la tenue de la 72ème session... ni même, s'il voulait faire court, les noms de ceux qui sont tombés depuis le 30 mars dernier.

Alors, nous suggérons à Mahmoud Abbas, de proposer aux délégations à l'Assemblée générale une minute de silence en hommage à toutes les victimes palestinienne de l'État sioniste soutenu par les Etats-Unis d'Amérique... Une minute de silence qui pourrait être comprise dans son temps de parole.

Si bien sûr le règlement intérieur de cette prestigieuse institution mondiale le permet.

Al Faraby

Mardi, 25 septembre 2018

Du haut d'une tribune...



Dès le début de son intervention, Mahmoud Abbas a choisi d'avertir l'auditoire, *"Al-Qods n'est pas à vendre et les droits du peuple Palestinien ne sont pas négociables."*

Le décor est planté. Aucune ambiguïté, ni confusion. Toutes les illusions tombent.

Par une seule phrase, l'orateur répond répond à toutes les interrogations. Une phrase qui résume un parcours historique se plus de 70 ans.

Le "Peuple debout" marche sur le chemin de la conquête et du retour.

"705 résolutions de votre Assemblée générale se rapportant à la Palestine et 86 du Conseil de sécurité... Israël les a toutes ignorées. Est-il admissible qu'il reste au-dessus des lois?"

interroge le responsable palestinien.

"On nous propose un État avec des frontières provisoires. Qui dans cette salle peut nous dire

quelles sont les frontières d'Israël?" lance l'orateur sur un ton accusateur avant d'évoquer une page de l'histoire.

"Au jour d'aujourd'hui, 139 nations au monde reconnaissent l'État de Palestine dans ses frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale. Encore une fois, je demande au gouvernement de la Grande Bretagne qui a une responsabilité historique, politique et morale envers le peuple Palestinien et des malheurs qu'il a subits suite à la Déclaration Balfour de 1917, de revenir sur cette erreur de l'histoire en reconnaissant l'État de Palestine."

"Mon peuple veut vivre en paix et en sécurité. Jamais nous ne recourrons au terrorisme pour atteindre cet objectif." proclame le représentant de cet État qui n'arrive pas à voir le jour à cause d'Israël dont l'objectif est justement d'empêcher par son terrorisme d'État, la naissance de la Palestine telle que définie et voulue par l'immense majorité de l'humanité.

"Quelques fois, nous nous demandons s'ils nous considèrent comme étant des humains", a conclu le dirigeant Palestinien.

Al Faraby

Vendredi, 28 septembre 2018

Accès à l'intervention de Mahmoud Abbas à la tribune de la 73ème session de l'Assemblée générale de l'ONU.